Nouvelles locales du mardi 14 janvier 2014

@rib News, 14/01/2014 | Sécurité - Le ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants a débuté ce mardi une campagne pour mettre dehors les personnes civiles habitant les camps militaires. Selon le porte-parole de ce ministre, les civils n'ont plus la raison d'habiter les camps militaires puisqu'après 10 ans de paix, personne ne peut prétendre de l'insécurité. Le colonel Gaspard Baratuza (photo) ajoute aussi que dans certains camps militaires, le nombre de civils dépassait de loin celui des militaires. Il précise que seules les personnes dépendant directement des militaires (les femmes et les enfants ou toute personne inscrite sur les cartes mutuelles des militaires) devraient rester dans les camps militaires. Il précise aussi que les orphelins et les veuves des militaires devront rester dans ces camps.

[isanganiro/rtnb/rpa/rtr]

Politique - Le président du parti Uprona dénonce les propos tenus hier par le représentant du groupe parlementaire CNDD-FDD selon lesquels Charles Nditije se livre dans une bataille contre la CNTB. Charles Nditije estime que les propos tenus contre lui par l'ancien Nduwuburundi étaient de nature à lui coller une mauvaise image à voir même le nombre de fois son nom ou son parti ont été cités dans le communiqué de presse sorti à cet effet. Il assure également qu'il a parlé pour le compte du parti Uprona et de tous ses organes et non pour son propre compte et de ce fait qu'il n'avait pas lieu de s'attaquer personnellement à lui. Il précise aussi que c'est plutôt le parti au pouvoir qui veut récupérer la CNTB pour des fins électoralistes puisque c'est lui qui veut monter les gens contre les autres en utilisant cette commission. En fin, il précise que son parti va saisir la cour constitutionnelle afin de demander et obtenir l'invalidation de la loi régissant la CNTB et si tel n'est pas le cas, les autres juridictions étrangères devront être saisies.

[rpa/bonesha/rtr/isanganiro] - Les organisations de la société civile burundaise ont réagies par le représentant de la commission de la sécurité pour le Burundi au près des Nations Unies en visite au pays. Selon le président de l'OLUCOME, le Burundi est parmi les pays fragiles suite à une mauvaise situation politique qui règne au pays et les lois contestées qui sont mises en place. Gabriel Rufyiri précise qu'ils lui ont demandé de plaider pour le Burundi. Il dément aussi les propos tenus par certaines personnes selon lesquels les organisations de la société civile sont là pour faire un plaidoyer négatif pour le pays. Selon lui, cela n'est pas et ne sera jamais le cas. Il assure qu'ils ont plaidé et continueront à plaider pour le Burundi, mais qu'ils ne veulent pas que les aides récoltées retombent aux mains du parti au pouvoir ou ses acolytes. Selon le directeur général du FORSC, les problèmes du Burundi sont connus. Vital Nshimirimana ajoute que Paul Segers a annoncé que les bailleurs sont prêts à bloquer les aides à condition que leurs exigences soient respectées. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] - Les partis politiques PACONA, PPDRR et ABASA viennent d'adresser un acte de fusion au ministre de l'intérieur. Pour le président du PPDRR, un parti politique qui ne peut pas gagner les élections, entrer au gouvernement ou au parlement n'est pas raisonnable. Aloys Baricako trouve que le meilleur moyen de surmonter ces problèmes est la coalition. Il assure que l'objectif principal est la préparation des élections de 2015 pour avoir une force considérable. Ainsi, le nouveau parti sera nommé PASIDE Imboneza. Il précise aussi que d'autres partis se joindront sûrement à eux lors de l'assemblée constituante. [bonesha] - La population de la colline Gahemba de la commune Ruyigi la même province accuse les Imbonerakure de les maltraiter et de s'être substitués aux forces de l'ordre. En effet, selon des informations recueillies sur place, ces jeunes affiliés au parti au pouvoir se sont donnés le droit de patrouiller pendant la nuit et commettent de ce fait des exactions contre la population. En outre, ils se sont aussi donnés le droit de rendre justice et infligent des amendes allant de 10.000FBu aux cruches de bière passant par des coups de poing et de bâtons pour les perdants. La population estime qu'elle a été laissée à merci de ces jeunes puisque les autorités locales n'agissent pas pour arrêter ces cas. Le représentant de la ligue des Imbonerakure dans la commune Ruyigi, tout en ne confirmant pas ces informations, précise que des enquêtes sont en cours et que les coupables seront punis d'une manière personnelle. [bonesha] - Trois militants du parti Sahwanya Frodebu dans la zone Ngoma de la commune Murwi de la province Cibitoke se disent menacés par le chef de cette zone en collaboration avec les Imbonerakure de la localité qui leur demandent d'adhérer au CNDD-FDD. Selon le président de la fédération du parti Sahwanya Frodebu dans la province de Cibitoke, ces militants subissent chaque jour des intimidations comme quoi s'ils n'adhèrent pas au parti présidentiel, ils vont subir des conséquences graves. Fenias Nigaba demande au parti présidentiel de laisser le parti Sahwanya Frodebu travailler. L'administrateur communal de Murwi quant à lui dément ces informations et demande aux militants du Frodebu d'être tranquilles et annonce que personne ne devra leur en vouloir d'être membres de ce parti. [bonesha]

Economie - La ministre de l'agriculture et de l'élevage a tenu un point de presse pour présenter les réalisations de ce ministre au cours de l'année 2013. Selon Odette Kayitesi, les projets de son ministère n'ont pas été accomplis comme prévu. Selon elle, la révision de la loi budgétaire intervenue au mois de juin 2013 a provoqué la réaffectation de certains fonds initialement prévus pour être utilisés dans ce ministère vers d'autres secteurs et cela a sérieusement mis en jachère l'exécution desdits projets. Elle ajoute également que des maladies des plantes se sont beaucoup manifestées en provenance des pays voisins et la lutte ainsi que la sensibilisation ont pris des fonds d'une manière imprévue ce qui a causé le sacrifice des projets déjà existants. Elle a aussi assuré qu'il y a un projet de mise en place d'un agronome par zone afin de sensibiliser la population qui tend à abandonner la culture du café. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro/rtnb]

Justice - Le CEBAC dénonce les accusations portées par le parquet général près la cour anti corruption contre Maître Isidore Rufyikiri. Selon la secrétaire exécutive de cette association, Rufyikiri a eu quitus d'une bonne gestion après son rapport de l'audit externe recruté à cet effet et il a reçu des offres de la part de l'assemblée générale pour avoir fait une gestion rigoureuse des fonds. Goreth Boyi ajoute de même que le CEBAC ne connaît pas la personne qui a porté plainte en son lieu et place afin de réclamer la restitution des fonds qui seraient détournés. [rpa]

Education - Les syndicats des enseignants CONAPES, SLEB, STEB et SYNAPPEP font savoir qu'ils vont observer tous les mois trois journées de grève consécutives afin de manifester leur mécontentement suite à la violation de la convention signée entre eux et le gouvernement. Selon la présidente du syndicat STEB, le gouvernement n'a pas voulu mettre en application les

conclusions d'un accord signé avec les enseignants au sujet de l'harmonisation des salaires. Ainsi, Eularie Nibizi assure que cela sera dans la logique d'amener le gouvernement à ne plus mentir et de mettre en application la convention. Elle précise aussi qu'en date du 24 de chaque mois, ils porteront des habits noirs pour marquer que cette date leur rappelle un jour noir où ils ont conclu ce pacte avec le gouvernement, pacte que ce dernier ne veut pas mettre en application.
[rpa/bonesha/rtr/isanganiro]